

*Accords de Bretton Woods—Loi*

Par exemple, la Compania de Carbones du Chili recevra 19 millions de dollars pour l'aménagement d'une mine à ciel ouvert et d'un quai de chargement en vrac du charbon. Elle obtient, en outre, 874 000 \$ au titre de la manutention et du chargement du charbon et 79 000 \$ pour se procurer treize camions à bascule arrière, six 120-D et sept 35-D. Des millions de dollars sont consacrés à l'achat de dépoussiéreurs électriques, de brise-roches hydrauliques et mobiles, de matériel d'extraction du charbon, d'épaisseurs à traction, de mécanismes de flottation, et j'en passe. On dépensera 76 millions de dollars au titre du matériel d'extraction dans le cadre du projet houiller BAO en Chine.

Nous devons conserver à l'esprit qu'il s'agit en l'occurrence d'aide à l'étranger. Quelles sont les compagnies canadiennes qui participent à cette aide à l'étranger? La société Spar Aerospace obtient 765 000 \$ pour installer en Chine une station au sol pour satellite. La société de Havilland obtient 1,6 million de dollars pour fournir à la Chine deux avions Twin Otter et des pièces de rechange. La société Euclid reçoit de l'argent qui sera versé en Israël à la United Mizrahi Bank pour acheter sept camions à bascule arrière de 100 tonnes. La banque Hapoalim, encore une fois en Israël, reçoit de l'aide pour acheter du fil à toile métallique. Et la liste s'allonge. Toutes sortes de compagnies canadiennes reçoivent des millions et des millions de dollars pour aider l'emprunteur à se procurer des pièces d'équipement qui bien souvent, surtout dans le secteur minier, lui permettra d'entrer en concurrence directe avec les entreprises canadiennes.

Un autre exemple est celui de la société Timberjack qui obtient de l'argent pour fournir au Chili sept glissoires pour billes modèle 380 de marque Timberjack. C'est fort intéressant, étant donné les allégations d'atteintes aux droits de la personne que notre secrétaire d'État aux Affaires extérieures a formulées à l'endroit du Chili.

Je vais terminer avec un tout dernier exemple. Je sais que le ministre des Sciences et de la Technologie s'y intéresse, car il a utilisé des renseignements analogues pour harceler les libéraux de la Colombie-Britannique avant les dernières élections. Je rappelle simplement au ministre que 900 millions de dollars provenant des bénéfices exceptionnels enregistrés deux années de suite par la société MacMillan Bloedel vont servir à doter la Tasmanie d'une usine de pâte à papier.

Le gouvernement n'investit aucun nouveau crédit dans le reboisement, la sylviculture, l'enseignement postsecondaire ou quoi que ce soit d'autre en Colombie-Britannique. Où sont les merveilleuses promesses que le gouvernement a faites de fournir aux différentes régions du Canada au moins l'équivalent des programmes et de l'aide à l'enseignement postsecondaire qu'il offre d'une façon si éclatante aux pays étrangers?

**M. Kilgour:** Madame la Présidente, alors que j'écoutais les observations du député, je me suis demandé s'il y avait une limite à l'irresponsabilité ou à l'inéquité des députés. Le député et moi sommes allés à la même école il y a de nombreuses années, même s'il est beaucoup plus âgé que moi. Lorsque j'entends ce genre de balivernes, je me demande s'il a même lu le rapport Brundtland. Je tiens à lui dire que si je me fie à ses

observations, c'est fort douteux. S'il l'avait fait, il n'aurait pas marmonné des inepties de ce genre et fait preuve d'un tel extrémisme irréfléchi. Un député peut-il intervenir et faire n'importe quelle affirmation sans assumer ses responsabilités ni connaître la question ou plus précisément la situation des pays en voie de développement? En tant qu'occidental, je ne peux accepter sans broncher que le député, qui est lui-même un occidental, nous serve un tel charabia.

• (1030)

Pour vous donner un exemple du peu de sens de son discours, il critique, semble-t-il, l'ACDI pour l'aide qu'elle apporte au Zaïre. Il se peut qu'il n'apprécie pas les projets destinés à l'Afrique francophone, et c'est peut-être là la racine de son problème. Cependant, je tiens à lui signaler que l'un des projets financés par l'ACDI et dont j'ai pu constater les résultats sur place, crée des emplois pour 500 à 600 personnes. Nous donnons une éducation aux enfants dans le nord du Zaïre. Ce que ce député stupide, si vous le permettez, affirme, c'est que le Canada ne devrait apporter son aide à aucune région du monde.

Je voudrais lui dire, et j'espère qu'il aura quelque chose de sensé à répondre, qu'il devrait y réfléchir à deux fois avant d'intervenir et de dire n'importe quoi dans cette enceinte.

**M. Fulton:** Madame la Présidente, je suppose que nous venons tout juste d'entendre parler le beau-frère de John Turner.

**M. Prud'homme:** N'essayez . . .

**M. Fulton:** C'est le genre d'idiotie auquel nous nous attendons de la part de ce député.

**M. McDermid:** Il ne faut pas pousser!

**M. Fulton:** Je défie le député de dire qu'il a lu le rapport Brundtland du début à la fin, comme je l'ai fait.

**M. Kilgour:** J'invoque le Règlement, madame la Présidente. J'ai fait une critique du rapport, et je puis assurer au député qu'il n'est pas facile à lire, surtout pour quelqu'un comme lui qui a une mentalité d'élève de 8<sup>e</sup> année. J'ai fait une critique pour une publication des agents des services extérieurs appelée *Bout de papier*.

**M. McDermid:** Avez-vous lu cette critique, Jim?

**M. Prud'homme:** Madame la Présidente, je demanderais gentiment à mon collègue de laisser les affaires de famille de côté lorsque nous étudions des questions de la plus haute importance.

**Des voix:** Bravo!

**Mme Mailly:** C'est typique du NPD.

**La présidente suppléante (Mme Champagne):** Reprenons le débat. Le député de Skeena (M. Fulton) voulait continuer sa réponse.

**M. Fulton:** Madame la Présidente, le député d'Edmonton—Strathcona (M. Kilgour) a prouvé encore une fois qu'il est mal embouché et très étroit d'esprit.

**Des voix:** Oh, oh!